

Amélioration de l'assainissement de base en milieu rural

## FDAL ou le début d'un combat contre la défécation à l'air libre



*L'atteinte de la cible de l'OMD 7 concernant l'assainissement n'était pas, jusqu'en début 2014, espérée au Bénin. En effet, seulement 36% de la population avait accès à l'assainissement au niveau national, contre 77% qui pratiquent la défécation à l'air libre en milieu rural. Dans le souci de renverser la tendance, des ONG nationales et internationales se sont engagées à obtenir de mars à septembre 2014, au niveau de plusieurs villages, la Fin de Défécation à l'Air Libre (FDAL). Quel bilan peut-on faire de cet engagement à fin 2014 ?*

Sègla Lihoussou, Expert eau et assainissement de l'ANCB

« Il n'est pas certain que la participation des communes béninoises au 7ème FME ne dépasse celle de Marseille »

*Dans un contexte mondial où les gouvernements locaux sont appelés à assurer la gestion du service public de l'eau, les collectivités locales étaient fortement représentées aux éditions passées du Forum Mondial de l'Eau. A la veille de celui de Daegu (Corée) qui se tiendra du 12 au 17 avril 2015, nous avons donné la parole à l'organisation faîtière des gouvernements locaux, l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB). Dans cet entretien, l'expert eau et assainissement de l'institution, Sègla Lihoussou, nous renseigne sur ce qu'il faut espérer de la participation des communes béninoises à ce grand rendez-vous et ce qu'elles peuvent partager avec le monde des collectivités locales.*



# Edito / Sommaire

## EDITORIAL

### La JME 2015 aux couleurs du développement durable



Le 22 mars 2015, la communauté internationale célébrera la Journée Mondiale de l'Eau. Cette année le thème choisi est « Eau et Développement durable ». En optant pour le thème du développement durable, une fois encore, le monde attire l'attention de tous sur l'importance des ressources en eau dans le processus de développement économique et social, en particulier pour les pays en développement ou à économie en transition.

De même, à travers le choix de ce thème, la communauté internationale lance un vibrant appel afin d'apprécier les acquis et de fixer de nouveaux jalons dans la transition vers une gestion de l'eau sur la planète prenant en compte les objectifs fondamentaux du développement durable que sont l'équité entre les nations, les générations et les individus, l'intégrité écologique et l'efficacité économique.

Pour l'année 2015, la particularité de la journée réside dans la perspective du futur Sommet spécial sur le développement durable qui va se tenir en septembre 2015 à New-York. Un sommet qui portera sur la définition du programme post 2015 suite à la clôture des OMD. Ce nouveau programme devra être suffisamment ambitieux pour aborder et proposer des solutions durables aux problématiques majeures du 21ème siècle à savoir: mettre fin à la pauvreté et à la faim, améliorer la santé et l'éducation, bâtir des villes plus durables, combattre les changements climatiques et protéger les océans et les forêts.

Aujourd'hui, il est connu de tout le monde, que tous ces grands enjeux de l'heure ont, de manière directe ou indirecte, une interrelation avec la gestion de l'eau.

Par ailleurs, le monde se prépare au Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra en Corée du Sud du 12 au 17 avril 2015. Toujours aux couleurs de l'évaluation des OMD, il est à espérer, à l'image du 6ème Forum Mondial de l'Eau, qui s'est tenu à Marseille (France), en mars 2012, une forte mobilisation des ONG/OSC du secteur de l'eau et de l'assainissement. Sous l'impulsion de la Coalition Eau, du Secrétariat International de l'Eau, de Women for Water partnership et d'End Water Poverty, et avec le mouvement international « L'Effet Papillon : du local au global », que ces organisations se mobilisent une fois encore pour assurer une présence structurée et concertée afin de promouvoir un Forum inclusif à tous les niveaux, et avoir plus de poids sur les acteurs et les décideurs du secteur. Le Bénin se doit de ne pas rater ce rendez-vous qui permettra, les trois années à venir, de dessiner un nouvel avenir de l'eau et surtout de donner espoir et espérance à tous ceux qui sont accablés encore par la soif. Dans ce numéro de votre revue, vous trouverez comme d'habitude dans la rubrique « Actualités », un compte rendu des activités dans le secteur dont l'atelier de réflexion sur la coopération décentralisée organisée par Waterlex, la formation des femmes de Yakabissi sur les foyers améliorés, le lancement du 1er Café Média WASH au cours de la Journée Mondiale des toilettes 2014, l'atelier de validation des études dans le cadre du projet Mékrou. Dans la rubrique « Analyse » et « Conseils et Innovations », nous partageons avec vous les premiers résultats de l'approche AIPC avec les premiers villages déclarés Fin de la Défecation à l'Air Libre (FDAL) avant de découvrir dans la rubrique « Parole aux acteurs », l'entretien réalisé avec l'expert Eau et Assainissement de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) sur la participation des communes béninoises au prochain Forum Mondial de l'Eau. Enfin, dans la rubrique « Tribune des partenaires », nous avons fait un clin d'œil au Bureau des Projets de Développement et des Œuvres Sociales (BUPDOS-ONG) qui présente sur les acquis de son Projet d'Appui à la Gestion intégrée des Ressources en Eau et Assainissement Ecologique dans la ville de Tanguéta (PAGIRE-ECOSAN).

**Bonne lecture à chacun et à tous !**

**André ZOGO,**  
Coordonnateur du PNE-Bénin

### Sommaire :

#### ● Editorial

- La JME 2015 aux couleurs du développement durable .. P.2

#### ● Actualité

- Atelier national de réflexion sur la coopération décentralisée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : Atelier national de réflexion sur la coopération décentralisée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ..... P.3

- Réduction de la pression sur les ressources naturelles de la tête de bassin de la Mékrou : Les femmes de Yakabissi formés sur les foyers améliorés WANROU ..... P.4

- Journée mondiale des toilettes 2014 : Le CANEA lance l'initiative Café Média WASH ..... P.5

- Projet GIRE Mékrou transfrontalier : Validation des études réalisées en 2014 au Bénin ..... P.6

#### ● Analyse

- Amélioration de l'assainissement de base en milieu rural : FDAL ou le début d'un combat contre la défécation à l'air libre ..... P.7

#### ● Parole aux acteurs

- Sègla Lihoussou, Expert eau et assainissement de l'ANCB : « Il n'est pas certain que la participation des communes béninoises au 7ème Forum mondial de l'eau ne dépasse celle de Marseille » ..... P. 8

#### ● Tribune des partenaires

- BUPDOS-ONG : Zoom sur les acquis du Projet d'Appui à la Gestion intégrée des Ressources en Eau et Assainissement Ecologique dans la ville de Tanguéta (PAGIRE-ECOSAN) ..... PP.9-10

#### ● Conseils et Innovations

- FIN DE LA DEFECTION A L'AIR LIBRE AU BENIN (FDAL) ..... P. 11



## Les Pages Bleues

### Siège

Placodji (Cotonou)  
01BP 4392 Cotonou (RB)  
Tél : (229)21311093  
E-mail : contact@gwppnebenin.org  
Site Web : www.gwppnebenin.org

### Directeur de Publication

André ZOGO

### Equipe de Rédaction

Aurore E. BLOKOU (PNE-Bénin)

Rachel ARAYE K. (PNE-Bénin)

KITI Bonaventure (RJBEA)

Alain TOSSOUNON (RJBEA)

Adrien SODOKIN (DG Eau)

Arnauld ADJAGODO (PNE-BENIN)

### Conception graphique

Afriq Edi-Com

# Actualité

Atelier national de réflexion sur la coopération décentralisée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement :

## Vers une stratégie basée sur les droits de l'homme

Dans le cadre du projet multipartenarial visant la mise en place d'un cadre de coopération décentralisée, un atelier national de réflexion sur la stratégie de coopération décentralisée a été initié au Bénin. Conduit par WaterLex avec le concours des partenaires locaux (Direction Générale de l'Eau, le LARES, l'ANCB, le PNE et l'ICA), cet atelier a permis de partager les résultats de l'étude diagnostique sectorielle ciblée sur l'accès aux services afin de proposer des solutions idoines pour un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement. C'était du 11 au 12 novembre 2014 au Chant d'Oiseau de Cotonou.



Le Représentant de l'ANCB (à gauche) avec le Coordonnateur du projet Waterlex, Jean Willemin (à droite)

Renforcer la capacité des principaux acteurs impliqués dans la gestion de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en matière de droit humain à l'eau et à l'assainissement et, échanger sur les enjeux d'une meilleure coopération décentralisée dans le secteur. Tels sont les objectifs de cet atelier qui s'est déroulé autour des enseignements et leçons tirés de l'étude, des présentations thématiques et des cas pratiques illustratifs.

Dans son intervention, le Coordonnateur du Projet WaterLex, s'est réjoui de la disponibilité des acteurs présents avant de rappeler le contexte de mise en œuvre du projet. Un projet destiné essentiellement à soutenir le Bénin dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale sur la coopération décentralisée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en lien avec les droits humains.

Pour le Maire de la Commune de N'Dali représentant à la fois le Président de l'Association pour le Développement des Communes du Borgou (ADéCOB), et celui de l'Association Nationale des communes du Bénin (ANCB), si des progrès ont été accomplis par le Bénin ces dernières années dans le secteur, il y a néanmoins des difficultés dans les communes. Malgré tout, celles-ci marquent toujours leur engagement avec le soutien des partenaires, à relever les défis.

En saluant l'initiative de l'organisation de cette rencontre, le Directeur Général de l'Eau, a indiqué que le secteur a connu plusieurs réfor-

mes et interventions pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement. Seulement, selon lui, il reste encore à faire. Ainsi, les mécanismes de solidarité internationale et décentralisée pourraient dans ce sens, offrir des perspectives intéressantes pour accompagner les efforts de l'Etat et des communes. Enfin, il a dit tout l'engagement des autorités béninoises à soutenir les initiatives permettant de booster les efforts accomplis pour un accès de tous à l'eau et à l'assainissement au Bénin.

Durant les travaux, les participants ont eu droit à plusieurs communications relatives au droit humain à l'eau et à l'assainissement et les partenariats féconds pour un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement.

En restituant les travaux de l'Etude de terrain sur la mise en œuvre du droit humain à l'eau et à l'assainissement et la coopération décentralisée au Bénin, Jean Willemin de WaterLex a souligné les problématiques afférentes au droit humain à l'eau et à l'assainissement (DHEA) avant de présenter les aspects de la coopération décentralisée contribuant à la réalisation du DHEA.

En référence aux textes en vigueur au Bénin, il a signalé que les reformes qui ont conduit aux PC Eau et aux PHAC ainsi que la mise en place des ACEP et autres initiatives sont en parfaite cohérence avec le DHEA toutefois. Seulement, il existe plusieurs contraintes notamment l'instrumentalisation politique et le mode d'engagement de certains partenaires techniques et

financiers, la maîtrise de la structure des prix de l'eau.

Malgré tout, il a précisé la contribution de certains partenaires par le truchement de la coopération décentralisée à la réalisation du DHEA au Bénin. Il s'agit en effet du Conseil de Picardie avec le Groupement intercommunal des Collines, une structure de dialogue qui permet la solidarité intercommunale.

Revenant sur le droit Humain à l'Eau et à l'Assainissement et sa mise en œuvre, Jean Willemin a rappelé son contenu dans les traités internationaux ainsi que dans certaines constitutions et lois nationales. Il s'agit des conventions telles que la CEDAW, la CRC celles relatives au droit des handicapés comportent toutes des dispositions relatives à ce droit. Alors que le Bénin est partie dans plusieurs de ces conventions, traités et pactes qui reconnaissent ce droit, certains pays comme la Colombie et l'Uruguay en Amérique latine, l'Afrique du Sud, la RDC et le Maroc ont constitutionnalisés le DHEA. Selon lui, si le Bénin ne l'a pas encore fait, il reste que le corpus législatif béninois consacre ce droit pour l'essentiel.

### Vers une stratégie globale de coopération décentralisée

Après avoir passé en revue les efforts consentis par le Bénin dans la réalisation des OMD, il a souligné que les besoins en investissement sont importants et il faut des efforts supplémentaires. Suivant

ses engagements d'accroître les ressources du secteur, le Bénin se doit de tabler sur la solidarité internationale dont la coopération décentralisée pour relever le défi. Surtout que, il existe un cadre légal favorable et des instances en place pour animer cette coopération décentralisée.

Mais, pour y arriver, il convient de bien structurer le domaine afin de suivre les interventions. De même, il faudra pour être efficace, créer une agence nationale de la coopération internationale et d'une plateforme nationale pour la coopération décentralisée, mettre en place une autorité de régulation et des mécanismes et outils de gouvernance du secteur.

Plusieurs expériences ont été partagées avec les participants. Après l'expérience de la gestion efficace de la fourniture du service en eau potable grâce aux technologies du web et du mobile (mWater) de la Banque mondiale, c'est le partenariat public-privé entre communes suisses et la Mauritanie pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement qui a été présenté. En effet, à travers le partenariat entre la ville de Nouakchott et celle de Lausanne (Suisse), les communes suisses financent à travers un mécanisme de financement solidaire géré par la plateforme dénommée "Solidarit'eau", des actions de solidarité dans le secteur eau vers les pays en développement.

**Alain TOSSOUNON**  
(RJBEA)

### Les Recommandations

#### • A WaterLex et à la plateforme Goba Water Solidarity :

- La finalisation et la diffusion de la stratégie de la coopération décentralisée dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement au Bénin ;
- Le plaidoyer au niveau international pour des partenariats de coopération décentralisée avec les communes du Bénin ;
- accompagner les communes béninoises dans le renforcement des capacités à élaborer des projets financiables par la solidarité internationale.

#### • A l'ANCB :

- Etre présente dans les centres de décision sur la coopération décentralisée ;
- Prendre sa place dans les instances de promotion et de coordination de la coopération décentralisée
- Appuyer les structures intercommunales ne bénéficiant pas encore de partenaires de coopération décentralisée ;
- Animer un espace itératif virtuel d'offres et de demandes de coopération décentralisée.

#### • Au Gouvernement :

- Faciliter les procédures budgétaires de mise en place des fonds de contrepartie de la coopération décentralisée ;
- D'intégrer un volet de promotion de la coopération décentralisée dans le cadre des visites officielles de responsables béninois à l'étranger ;
- Créer ou dynamiser les instances de promotion, de développement et de coordination de la coopération décentralisée.

# Actualité

Réduction de la pression sur les ressources naturelles de la tête de bassin de la Mékrou

## Les femmes de Yakabissi formées sur les foyers améliorés WANROU

*Une vingtaine de femmes formée du village de Yakabissi situé dans l'Arrondissement de Birni dans la commune de Kouandé sur l'utilisation des foyers améliorés « WANROU » en vue réduire la pression qu'elles exercent sur les ressources naturelles. Cette session de formation tenue du 2 au 4 décembre 2014, s'inscrit dans le cadre de l'initiative de protection de la tête de bassin de la Mékrou mise en œuvre par le PNE-Bénin en partenariat avec la Communauté des Communes de Kérou, Kouandé et Pehunco (2KP).*



*Femmes de akabissi pendant la formation ...*

Depuis 2012, le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE-Bénin) en collaboration avec la Communauté des Communes de Kérou, Kouandé et Pehunco met en œuvre une initiative pilote de gestion intégrée de la tête de bassin de la rivière Mékrou avec l'appui du Programme WASH-Bénin financé par l'Alliance WASH Néerlandaise. Cette initiative vise comme objectif la protection de la tête de source de la rivière Mékrou à travers la lut-

te contre la déforestation, la pollution de l'environnement et la dégradation des sols. Plusieurs actions ont été menées avec la participation des usagers immédiats et, ont permis d'enregistrer comme progrès i) la délimitation d'une zone de protection de la tête de bassin ; ii) la formation des usagers sur la production des plants ; iii) le reboisement des parties déboisées de la zone de protection ; iv) la mise en place d'un comité local multi-ac-

teurs de suivi de l'initiative ; v) l'élaboration et la diffusion des règles de gestion de la tête de bassin de la rivière Mékrou.

Toujours dans le but de limiter le déboisement et d'accompagner les usagers des ressources de la tête de bassin de la Mékrou à une meilleure gestion des ressources naturelles et notamment les femmes afin de réduire le temps passé à ramasser du combustible au profit des activités génératrices de revenus, l'éducation, ou d'autres activités, une session de renforcement des capacités des femmes riveraines sur l'utilisation des foyers améliorés WANROU promu par l'ONG Benin Ecotourism Concern a été organisée du 2 au 4 décembre 2014. L'objectif principal de cette session de formation est de réduire la pression qu'exercent les femmes sur les ressources forestières à travers la collecte du bois de chauffe et a permis de i) informer et sensibiliser les habitants du village de yakabissi sur les règles de gestion de la tête de bassin de la Mékrou et sur les enjeux actuels liés à la gestion de l'environnement et des moyens et méthodes dont elles disposent pour faire face efficacement à ces enjeux ; ii) outiller les bénéficiaires sur les techniques de construction et d'entretien des foyers améliorés WANROU et à iii) mettre en place un comité villageois composé des monitrices qui devront réaliser et entretenir les foyers améliorés WANROU dans les ménages du village.

Au total, Dix-neuf (19) femmes et trois (03) hommes ont été formés sur la technique de construction des foyers améliorés Wanrou à Yakabissi. Il faut noter que le nombre réel de personnes participants aux sessions de formations dépassent largement ce chiffre. Cette mobilisation est due à une curiosité certaine et une envie d'acquiescer la nouvelle technologie ; 3 kits complets de construction ont été mis à disposition du groupe formé pour la vulgarisation du foyer dans le village ; 40 manuels de formation ont été mis à disposition dont 22 distribuées aux participants à la formation et les 18 restants laissés à la communauté auprès des facilitateurs communautaires ; 5 couples de foyers ont été construits dans le village lors de la formation ; un plan de vulgarisation a été établi avec les participants pour faciliter la diffusion du foyer.

Enfin, le groupe de femmes et de jeunes formés, représentant le Comité Villageois de Monitrices de Yakabissi a été installé sous l'appui du chef village et du Conseiller du Camp Peulh de Yakabissi.

Cette session s'est clôturée à la grande satisfaction de tous les participants et constitue une opportunité pour toutes ces femmes. Elle contribuera à coût sûr à la préservation de leur santé mais aussi permettra de lutter contre la déforestation dans la zone environnante.

**Rachel ARAYE KPANOU**  
**Assistante Technique**  
**au PNE-Bénin**



*... sur les foyers améliorés*

### FOYERS AMELIORES « WANROU »

Les foyers améliorés Wanrou sont reconnus comme une technologie efficace ayant un rendement énergétique moyenne de 22% et favorisant jusqu'à 50% d'économie de bois, comparé aux foyers traditionnels à trois pierres. Il est un moyen de lutte actuellement introduit dans la lutte contre la déforestation et la dégradation des terres dans les zones rurales périphérique de la Pendjari.

# Actualité

## Journée mondiale des toilettes 2014

# Le CANEA lance l'initiative Café Média WASH

**Dans le cadre de la Journée mondiale des toilettes 2014, le Cadre de Concertation des Acteurs Non Etatiques de l'Eau et de l'Assainissement (CANEA) en collaboration avec le Réseau des Journalistes du Bénin pour l'Eau et l'Assainissement (RJBEA), a initié le Café Média Wash. Une initiative qui vise à mettre en débat les questions touchant au secteur de l'eau et de l'assainissement. La première édition qui a mobilisé les femmes et hommes des médias s'est déroulée à la salle de conférence de la Direction départementale de la santé, le 19 novembre 2014.**



**Les membres du panel de discussion**

Comment finir avec la défécation à l'air libre et assurer l'accès de tous les Béninois à des services adéquats d'assainissement. C'est le thème qui était au cœur des échanges de cette première édition du Café Média Wash.

Avant le débat, la Vice-présidente du Canea et Chargée de programme AEPHA de l'ONG Protos, Myriam Launay, a souligné l'importance de cette journée pour le monde entier et surtout pour les Béninois qui ne disposent pas encore de toilettes. Elle a rappelé tous les efforts qui sont faits par les organisations dont Protos pour combattre le fléau de la défécation à l'air libre dans les communes. Elle a terminé son propos en félicitant les journalistes pour la mobilisation et en les invitant à faire de la défécation à l'air libre, une préoccupation dans leurs productions. Dans son intervention, le Secrétaire général du Canea, le journaliste Alain Tossounon, est revenu sur les motivations de cette initiative appelée Café Média Wash. Selon lui, elle vise à mobiliser les femmes et

hommes de Médias autour des grandes préoccupations du secteur liées à l'eau et à l'assainissement (WASH) dans le contexte de l'évaluation des OMD et de la formulation des Objectifs post-2015. En effet, il s'agit de contribuer au débat citoyen sur l'atteinte des OMD et les grands enjeux du secteur ; de faciliter l'accès à l'information pour les journalistes et les échanges avec les personnes ressources du secteur Wash; d'amener les autorités centrales et locales à faire de l'eau et de l'assainissement, une priorité dans l'agenda post-2015. Enfin, l'initiative entend contribuer à amener notre gouvernement à tenir ses engagements pris au niveau national, régional et international dans le secteur WASH. Car, les médias peuvent amener les populations à un changement de comportement notamment en matière d'adoption de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

Afin de faire toucher du doigt la réalité de la défécation à l'air libre dans notre pays, un film documentaire sur le manque de toilettes

dans les quartiers périphériques de la ville de Cotonou réalisé par le Réseau des Journalistes du Bénin pour l'Eau et l'Assainissement (RJBEA) a été projeté. Au terme de ce film documentaire qui a duré 13 minutes, le représentant du Directeur national de la santé publique, Sourou Adjinda, a présenté une communication sur le thème « Progrès et défis en matière d'hygiène et d'assainissement de base / lutte contre la défécation à l'air libre ». Dans son intervention, Sourou Adjinda a souligné, chiffres à l'appui, les efforts faits par le Ministère de la Santé en charge de l'assainissement pour contrer la défécation à l'air libre. Au total, ce sont 4 millions de Béninois qui pratiquent encore la défécation à l'air libre. Il y a donc une urgence à agir. C'est pourquoi le monde entier se mobilise et plusieurs approches sont utilisées. L'une de ces approches qui fait école, c'est l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC). Soutenant qu'avec le rythme actuel, le Bénin ne sera pas au rendez-vous des OMD en 2015 dans le sous-secteur d'assainissement,

le Coordonnateur national du Wssc, Félix Adégnika, a présenté l'approche ATPC comme une alternative et le nouveau programme du Fonds mondial pour l'assainissement comme une réponse pour combattre efficacement la défécation à l'air libre. Toujours en termes de solutions, Adissoda Djidé Gbèdo de l'Agence intergouvernementale Eau et Assainissement pour l'Afrique (EAA-Bénin), a partagé les résultats de sa Recherche/Action en matière d'options technologiques développées pour la lutte contre la défécation dans l'eau les zones hydrogéologiquement difficiles. Pour une première, la 1ère édition de Café Média Wash a été une réussite pour tout l'intérêt manifesté des journalistes et les acteurs du secteur qui ont bien accueilli l'initiative. C'est pourquoi, un autre rendez-vous a été pris pour une nouvelle rencontre qui portera également sur un sujet de grande préoccupation dans le secteur Wash au Bénin.

**Alain TOSSOUNON  
(RJBEA)**



**Les journalistes membres du RJBEA fortement mobilisés**

# Actualité

## Projet GIRE Mékrou transfrontalier

### Validation des études réalisées en 2014 au Bénin

*A l'instar du Burkina-Faso et du Niger, le Bénin a procédé à la validation des rapports d'études réalisées en 2014 dans le cadre du projet « Eau au service de la croissance et de la lutte contre la pauvreté dans le bassin transfrontalier de la Mékrou ». Ceci s'est déroulé les 8 et 9 janvier 2015 à Cotonou au Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME).*



**Le présidium à l'ouverture des travaux**

Dans le cadre du projet «eau au service de la croissance et de la lutte contre la pauvreté dans le bassin transfrontalier de la Mékrou » dont l'objectif global est de soutenir une croissance économique verte et la réduction de la pauvreté au Burkina Faso, au Bénin et au Niger, le Partenariat National de l'Eau du Bénin en collaboration avec la Direction Générale de l'Eau (DGEau) et l'Institut National de l'Eau (INE-Bénin), a organisé les 8 et 9 janvier 2015 au CFME de Cotonou, la validation des études réalisées au Bénin en 2014. La première année de mise en œuvre de ce projet est marquée par la mise en place d'un en-

vironnement favorable à travers la réalisation de trois missions d'études dans le sous-bassin de la Mékrou au Bénin, sur : i) les objectifs du Projet Mékrou et la méthodologie de sa mise en œuvre au Bénin ; ii) le diagnostic institutionnel participatif avec consultation de tous les acteurs principaux couplé avec inventaire des projets exécutés ou en cours d'exécution dans la zone du Projet Mékrou et atelier de restitution au Bénin et iii) l'évaluation des capacités existantes et des besoins en renforcement des capacités, pour les organismes concernés en matière de gestion des connaissances. Cet atelier fait suite aux

restitutions au niveau local tenues les 15 et 16 décembre 2014 et a connu la participation d'une quarantaine d'acteurs venant des :

- des structures nationales de l'Etat : DGEau, DGE, DGFRN, DGAER ; CENAGREF, DNM, IN-RAB ;
  - des structures déconcentrées de l'Etat : CARDER Borgou/Alibori et Atacora/Donga ;
  - des élus locaux et des chefs du Service Planification et Développement Local des communes de Banikoara et la structure intercommunale de Kouandé, Kérou et Péhunco (2KP) ;
  - des associations, et ONGs intervenant dans le sous-bassin de la Mékrou ;
  - des PTFs : GIZ, Protos ;
  - des membres de l'ANU-Bénin et de ses démembrements communaux ;
  - des membres de Partenariats Locaux de l'Eau (PLE) pour les départements du Borgou, de l'Alibori et de l'Atacora-Donga ;
  - de la Coordination Nationale du PNE-Bénin.
- L'atelier s'est déroulé suivant trois (3) étapes à savoir i) la phase de démarrage qui a été marquée par un mot de bienvenue du Président du PNE-Bénin, le mot introductif de l'atelier prononcé par le Chargé de Programme du GWP/AO et l'allocution d'ouverture du Directeur Général de l'Eau; ii) la phase de présentation des résultats

des trois études suivies de débats, de travaux de groupes, la restitution des résultats ; et iii) la phase de synthèse des résultats et de clôture de l'atelier qui a été marquée par le point des recommandations de l'atelier, la validation des résultats des trois études et la clôture de l'atelier par le DIE /DGEau après les mots de satisfaction du Président du PNE-Bénin et du Chargé de programme de projet GIRE Mékrou.

Ledit atelier a permis de capitaliser les diverses contributions et observations apportées par les acteurs communaux et nationaux aux résultats des études réalisées en 2014 dans le cadre du projet GIRE Mékrou et de les valider. Au-delà de la validation des études, cet atelier a également permis une meilleure appropriation du Projet GIRE Mékrou par les acteurs, aussi bien ceux du niveau national que local, comblant ainsi en bonne partie, le gap d'information lié à la non-organisation du lancement du Projet au niveau national. Il faut souligner que les travaux ont connu la participation du Président du GWP/AO, le Professeur Abel AFOUDA. Vivement que la phase terrain démarre cette année 2015.

**Rachel ARAYE KPANOU**  
**Assistante Technique**  
**PNE-Bénin**

# Analyse

## Amélioration de l'assainissement de base en milieu rural

# FDAL ou le début d'un combat contre la défécation à l'air libre

*L'atteinte de la cible de l'OMD 7 concernant l'assainissement n'était pas, jusqu'en début 2014, espérée au Bénin. En effet, seulement 36% de la population avait accès à l'assainissement au niveau national, contre 77% qui pratiquent la défécation à l'air libre en milieu rural. Dans le souci de renverser la tendance, des ONG nationales et internationales se sont engagées à obtenir de mars à septembre 2014, au niveau de plusieurs villages, la Fin de Défécation à l'Air Libre (FDAL). Quel bilan peut-on faire de cet engagement à fin 2014 ?*



**Une latrine construite avec avec les matériaux locaux**

Quel bilan peut-on faire de l'engagement pris par les ONG nationales et internationales d'obtenir de mars à septembre 2014 au niveau de plusieurs villages la Fin de Défécation à l'Air Libre (FDAL) ?

Avant de se lancer dans cet exercice, il convient de saluer tous les acteurs du sous-secteur qui ont inlassablement œuvré pour doter le Bénin, d'une nouvelle Stratégie Nationale d'Hygiène et Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) », la principale approche pour l'amélioration de l'Assainissement en milieu rural.

En effet, suivant cette stratégie, des différentes recommandations des revues sectorielles et des rencontres de haut niveau pour le plaidoyer et la formation, les interventions des acteurs du sous-secteur assainissement au Bénin sont de plus en plus coordonnées et répondent à des normes clairement définies. Aujourd'hui, il est clair qu'en attendant d'avoir les moyens financiers pour se construire des latrines en matériaux définitifs, il est recommandé à travers

l'ATPC la construction de latrines avec des matériaux locaux afin d'éviter de parcourir de longues distances pour atteindre les latrines existantes dans le village. Mieux, la FDAL qui n'est qu'une étape de la mise en œuvre de l'ATPC est une opportunité offerte aux populations pour avoir accès à des infrastructures d'assainissement très simples à construire, leur évitant des accidents et les contaminations des nappes phréatiques. Elle concourt ainsi à la réduction des maladies transmises par les mouches et par conséquent à la diminution des frais médicaux dépensés par chaque ménage pour se soigner. « L'élimination de la défécation à l'air libre constitue une action collective essentielle pour la survie des enfants et de toute la communauté », a indiqué la Représentante de l'UNICEF au Bénin, Dr. Anne Vincent avant d'insister : « La fin de la défécation à l'air libre permet non seulement de sauver des vies mais aussi d'économiser les frais médicaux prohibitifs dépensés par chaque ménage pour soigner leurs enfants et leurs familles » au cours d'une réunion de

haut niveau présidée par le Ministre de la Santé, Madame Dorothee Kindé Akoko Gazard. C'est pourquoi, elle mérite d'être encouragée afin d'atteindre l'ATPC dans son intégralité.

Dans les huit communes du département du Zou où des protocoles d'accord ont été signés avec les ONG nationales (CERID, AERAMR, ALDIPE) et internationales (Plan International, SNV, EAA) mettent en œuvre la FDAL, on enregistre selon les responsables de la Direction Nationale de la Santé Publique (DNSP) l'abandon de la défécation à l'air libre par 194.847 habitants, soit 34.668 ménages dans 764 localités (164 villages) contre 848 localités déclenchées. Ainsi, les communautés ont assaini totalement leur environnement par la construction de 12.495 nouvelles latrines, la réhabilitation de 7.559 anciennes latrines et la destruction de 2.752 aires de défécation. Dans cet élan de lutte pour un assainissement adéquat, les femmes chefs de ménages, les personnes vivant avec un handicap et les personnes âgées ont bénéficié de la solidarité communautaire. Au regard du rapport de l'atelier de validation de la mise en œuvre de l'ATPC au Bénin, les résultats sont encourageants en ce qui concerne la FDAL et méritent d'être connus de tous pour une bonne mise à l'échelle dans les autres départements du pays.

dans le sous-secteur bien qu'encourageants restent encore très fragiles et ne doivent pas faire perdre de vue aux différents acteurs le chemin qu'il reste à parcourir pour pérenniser les acquis parce que la FDAL n'est pas une finalité. « La FDAL n'est qu'une étape pour atteindre l'Assainissement Total Piloté par la Communauté. Ensuite, il y a la mise à échelle » précise M. Bertin DOSSOU-YOVO de Plan Bénin, coordonnateur du projet de promotion de l'hygiène et de l'assainissement dans la commune de Covè. Le suivi des villages certifiés et les actions à mener pour rendre l'environnement culturel favorable à l'approche doivent toujours rester à l'esprit des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'ATPC pour ne pas reculer. Ainsi, l'implication des acteurs de l'éducation et ceux du secteur privé dans le processus ATPC est très importante dans la mesure où les enfants jouent un rôle déterminant dans le déclenchement des adultes d'une part, et les opérateurs économiques peuvent développer le marketing de l'assainissement d'autre part. Aussi, importe-t-il de noter que des efforts restent à fournir par les acteurs du secteur pour l'extension du lavage des mains aux moments critiques, le respect de l'hygiène pendant le transport et le stockage de l'eau.

**Bonaventure KITI  
(RJBEA)**

**Vigilance et  
persévérance**

Les résultats enregistrés

# Parole aux acteurs

Sègla Lihoussou, Expert eau et assainissement de l'ANCB

« Il n'est pas certain que la participation des communes béninoises au 7ème Forum mondial de l'eau ne dépasse celle de Marseille »

*Dans un contexte mondial où les gouvernements locaux sont appelés à assurer la gestion du service public de l'eau, les collectivités locales étaient fortement représentées aux éditions passées du Forum Mondial de l'Eau. A la veille de celui de Daegu (Corée) qui se tiendra du 12 au 17 avril 2015, nous avons donné la parole à l'organisation faitière des gouvernements locaux, l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB). Dans cet entretien, l'expert eau et assainissement de l'institution, Sègla Lihoussou, nous renseigne sur ce qu'il faut espérer de la participation des communes béninoises à ce grand rendez-vous et ce qu'elles peuvent partager avec le monde des collectivités locales.*



**Le monde se prépare pour le 7ème Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra du 12 au 17 avril 2015, à Daegu en Corée du Sud. Est-ce que les communes béninoises seront présentes à cette grande messe de célébration de l'eau?**

Les communes du Bénin ont participé à différents processus (régional, politique) dans le cadre de la préparation du 7ème Forum mondial de l'eau. Des discussions ont eu lieu aussi bien avec la faitière continentale qu'est CGLU Afrique qu'avec des acteurs au niveau de la sous-région notamment

à Ouagadougou où l'Afrique de l'ouest a essayé de construire une position sur les thématiques en débat. Cependant, la distance et par conséquent le coût de la participation d'une part, l'agenda politique interne d'autre part font que la participation des communes béninoises ne sera pas très forte. Quelques maires sont annoncés mais la présence des élus locaux du Bénin ne sera pas à la hauteur de leur engagement dans les différents processus de préparation du Forum.

**Comment les collectivités locales se préparent-elles pour partager l'ex-**

**périence béninoise en matière de gestion locale de l'eau et faire entendre leur voix?**

Notre pays est bien avancé en ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage communale dans le secteur de l'eau. Non seulement les communes réalisent les ouvrages et en délèguent la gestion au secteur privé, mais nous entamons à présent avec l'appui de la Banque Mondiale, l'étape de concession du service public d'approvisionnement en eau potable ; de véritables contrats de concession entre les communes et des opérateurs privés. Par ailleurs, la gouvernance dans le secteur s'est considérablement améliorée grâce à l'accompagnement de l'ANCB qui appuie les communes dans l'organisation d'audiences publiques de reddition des comptes et dans l'utilisation d'un logiciel approprié de gestion budgétaire et comptable qui favorise une clarté au niveau des comptes et un partage plus aisé de l'information financière. Malheureusement, nous ne nous sommes pas organisés tôt pour nous inscrire dans les panels de discussions afin de présenter tous ces acquis du Bénin. Nous espérons toutefois qu'avec l'appui de PS-Eau qui dispose d'un stand, nous pourrions faire passer quelques informations sur cette riche expérience béninoise. Il ne faut pas occulter la difficulté que constitue la langue ; la plupart des communications se feront en anglais. N'ayant pas pris les dispositions pour traduire nos documents dans la langue de Shakespeare, notre auditoire sera réduit à nos amis

francophones.

**En mars 2012 à Marseille, on a enregistré une faible participation des maires et acteurs communaux. Est-ce qu'on peut espérer une forte participation pour le prochain forum?**

Comme je l'ai dit plus haut, il n'est pas évident que la participation des acteurs communaux au 7ème Forum mondial de l'eau ne dépasse celle de Marseille. Nous prendrions néanmoins les dispositions pour que les élus locaux du Bénin soient davantage présents aux rendez-vous futurs.

**Quelles sont les grandes attentes des maires et collectivités locales béninoises pour ce forum ?**

Le Bénin avance à grands pas en ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage communale dans le sous-secteur de l'approvisionnement en eau potable. Les collectivités locales souhaiteraient être reconnues dans les efforts qu'elles fournissent en la matière afin de bénéficier davantage du soutien de la communauté internationale. Il y a un chantier nouveau qui s'ouvre devant nous, celui de la GIRE. Nous souhaiterions bénéficier de l'expérience des autres (surtout les pays anglo-saxons) afin de promouvoir au niveau local, toutes les activités qui entrent dans le cadre de la valorisation de la ressource eau. Nous espérons que ce 7ème Forum nous y aidera.

**Propos recueillis par  
Alain TOSSOUNON  
(RJBEA)**



# Tribune des partenaires

## BUPDOS-ONG

### ZOOM SUR LES ACQUIS DU PROJET D'APPUI A LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU ET ASSAINISSEMENT ECOLOGIQUE DANS LA VILLE DE TANGUIETA (PAGIRE-ECOSAN)

Créé en 1996 par l'Eglise Evangélique des Assemblées de Dieu du Bénin, le Bureau des Projets de Développement et des Œuvres Sociales (BUPDOS-ONG) a été enregistré auprès du ministère de l'intérieur en 1999 et a signé un protocole d'accord cadre avec le gouvernement du Bénin en décembre 2011. A travers sa mission qui est d'«Œuvrer à l'épanouissement socioculturel et économique intégral de l'Homme », BUPDOS-ONG accompagne les communautés à sortir de l'extrême pauvreté.



**Emplacement du dépotoir sauvage tout le long de la rue D8; Rue SOUMBA MONTI en septembre 2012**



**Dépotoir sauvage tout le long de la rue D8; Rue SOUMBA MONTI au quartier Gorobani en Juillet 2010**

Le Projet d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et Assainissement Ecologique dans la ville de Tanguiéta (PAGIRE-ECOSAN) a été initié par la commune de Tanguiéta avec l'appui technique de BUPDOS-ONG et

l'appui financier de l'ONG internationale ICCO des Pays-Bas pour contribuer à régler les multiples problèmes liés à l'hygiène et l'Assainissement induits par l'urbanisation accélérée de la ville de Tanguiéta.

Le projet mis en œuvre de Juillet 2009 à Juin 2012 a contribué à la réduction de la pollution de l'environnement par les excréta et les ordures solides ménagers dans la ville de Tanguiéta à travers la réduction de la défécation à l'air libre, la propreté des

rues, l'amélioration des comportements face aux risques liés à la pollution de l'environnement. Les actions menées dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet ont induit comme changements significatifs : la réduction sensible des dépotoirs sauvages (de 56 dépotoirs sauvages dénombrés en Juillet 2010, on est passé à 14 dépotoirs sauvages en Juillet 2012), la réduction des maladies liées au péril hydro fécal, la prise de conscience de bon nombre de la population face

### Situation des dépotoirs sauvages (DS) par quartier dans la ville de Tanguiéta

QUARTIERS	NBRE DE DS EN JUIL 2010	NBRE DE DS EN SEPT 2012
PORKA	14	02
GORD BANI	13	04
DJIDJIRE BERI	13	04
TCHOUTCHOUBOU	10	03
YARKA	06	01
TOTAL	56	14

## Tribune des partenaires



**Emplacement du dépotoir sauvage tout le long de la rue D8;  
Rue SOUMBA MONTI en septembre 2012**

aux risques liés à la pollution de l'environnement, l'adoption de bonnes pratiques en HAEP par les ménages, l'adoption des latrines ECOSAN, la réduction de la défécation à l'air libre, la propreté

des rues et des concessions, la prise en compte des questions de HAEP dans le PDC deuxième génération, l'Elaboration du plan de gestion des déchets, l'élaboration du PHAC, la maîtrise des

techniques de construction des latrines ECOSAN par les maçons locaux, la prise en main des campagnes de salubrité par les CHAQ.

En outre, il a été prévu et réalisé dans le

projet de réhabilitation du marché central de Tanguiéta, par le conseil communal, la construction d'un point de regroupement dans le marché central. Cette réalisation contribue sans doute à la propreté du marché et par ricochet à une meilleure santé des usagers.

Au terme de la mise en œuvre de ce projet, certains défis du secteur de l'Hygiène, de l'Assainissement et de l'Approvisionnement en Eau potable constituent encore une préoccupation majeure pour la ville de Tanguiéta. Il s'agit de la formation des restauratrices et tenanciers de bars et buvettes sur l'hygiène alimentaire, la réalisation des dispositifs de lave mains dans les écoles, buvettes, et autres lieux publics, la formation et recyclage des comités d'hygiène, la poursuite de la construction des latrines ECOSAN, le renforcement des délégués des Points d'Eau, la distribution du compost aux maraichers et agriculteurs, la réalisation des campagnes IEC/CCC.

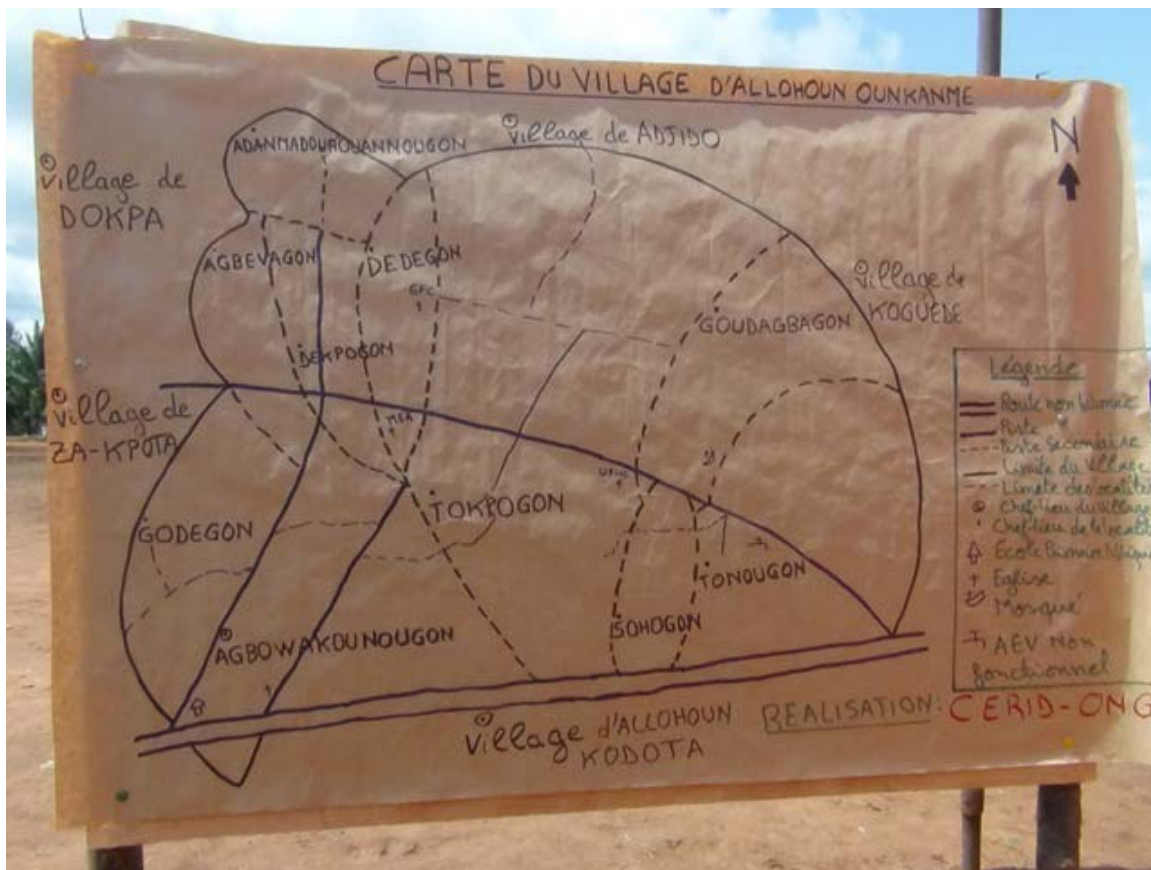
**Judith DOGNON  
ALOFAN  
Chargée de Projets  
BUPDOS-ONG**



**Point de regroupement des déchets du marché central de Tanguiéta**

# Conseils et Innovations

## FIN DE LA DEFECATION A L'AIR LIBRE AU BENIN (FDAL)



**1<sup>er</sup> Village certifié FDAL au Bénin**

